

## IDENTIFICATION DU PROJET

### Intitulé du Projet:

Mouvement national et Guerre de libération nationale (1919-1962) : trajectoires, parcours, réseaux, groupes, dynamiques de groupe(s)

### Intitulé du Projet en langue arabe :

الحركة الوطنية وحرب التحرير الوطني (1919-1962): مسارات، شبكات، ديناميكية مجموعات

### Intitulé du Projet en langue anglaise :

National Movement and National Liberation War (1919-1962): trajectories, networks, groups, group dynamics

### Composition de l'équipe de Recherche

#### a- Chef de projet

Nom	Prénom	Spécialité	Grade et fonction	Etablissement
MOHAND-AMER	Amar	Histoire	Maître de recherche A Chercheur permanent	CRASC

#### b- Membres de l'équipe

MOULAI	Halima	Histoire	Maître de recherche B Chercheure	CRASC
DJILALI	Houria	Histoire	Maître de recherche B Chercheure	CRASC
BEDANI	Ahmed	Histoire	Maître de recherche B Chercheur	CRASC
NEGADI	Samira	Histoire	Maître de recherche B Chercheure	CRASC
AMARA	Noureddine	Histoire	Docteur en Histoire Chercheur associé	Paris 1
MARADJ	SOUAD	Histoire	Chercheure	CRASC

### Durée du projet : 3 ans

### EXPOSE DE MOTIFS ET/OU PROBLEMATIQUE :

Le projet d'établissement « Mémoire et changement social en Algérie dans le discours dominant chez des catégories de jeunes (2011-2016) » s'articule autour de trois questions, la mémoire, le changement social, et le discours dominant. Il s'inscrit dans le cadre des recherches menées au sein de la Division de recherche « Socio-anthropologie de l'histoire et mémoire », notamment dans l'axe « Les conditions de fabrication du savoir historique, de la mémoire collective et les modalités de leur diffusion ».

L'équipe a choisi ce projet pour les raisons suivantes : c'est un travail dans la continuité de ceux déjà (nombreux) réalisés au CRASC, notamment sous la direction de Hassan Remaoun . L'objectif étant de consolider les recherches, dans notre institution scientifique, sur ces thématiques par l'actualisation des travaux et l'ouverture de nouvelles perspectives. Ces trois objets (mémoire, changement social et discours dominant) sont appelés, sans

conteste, à se mouvoir et évoluer dans un pays en pleine mutation. Ils sont fondamentaux dans la phase que traverse l'Algérie actuellement (instabilité régionale, aspirations au changement, accumulation des savoirs historiques, affranchissement (relatif) des moyens d'information ...).

Par ailleurs, la question de la mémoire est primordiale, aujourd'hui, en Algérie, dans le sens où le passé, comme représentation politique, sociale, et culturelle, est omniprésent, à la fois, par un usage/recours protéiforme à l'histoire et aussi par le biais de la puissance de l'expression commémorative officielle. Il (le passé) est présent aussi par la libération de la parole, et notamment dans les très nombreux mémoires et témoignages des acteurs du mouvement national et de la Guerre de libération nationale. Ces représentations convoquent, entre autres, le diptyque histoire/mémoire, la mémoire collective, l'histoire immédiate (les années 1990), etc. Cette dynamique (la convocation du passé) constitue un des rouages de la vie politique, sociale, culturelle, économique. Ainsi, à titre d'exemples, la Guerre de libération nationale, le drapeau, le nationalisme (patriotisme), l'usage (des fois, abusif) du passé dans les publicités commerciales, deviennent des codes interchangeables. Cette mémoire omniprésente est toutefois confrontée (ou concurrencée) par des discours et postures prônant une autre optique, une autre vision de la société, celle d'un changement, lui aussi, multiforme, porté à la fois vers l'avenir et le passé.

Aussi, la question centrale du projet est de comprendre les processus et les facteurs qui sous-tendent la corrélation entre deux dynamiques conséquentes, du moins visibles en Algérie, en l'occurrence la convocation du passé et l'aspiration au changement. Il s'agit de situer et d'identifier les mécanismes qui autorisent cette articulation qui, à priori, peut sembler atypique, dans la mesure où le passé peut être perçu comme un processus contraire et antinomique avec la volonté de changer. C'est dans ce cadre donc que le projet est pensé en partant du principe, où d'une réalité patente, sans être toutefois attestée scientifiquement, que l'histoire récente constitue un conséquent levier politique, social et culturel, et qu'en même temps, dans le pays une volonté de changement est revendiquée et clamée suite, notamment au « Printemps tunisien ». Il convient de noter que le changement, dans cette configuration, n'est pas forcément ancré dans une réalité présente ou une projection dans l'avenir ou dans une modernité ; un changement dont le « retour au passé » est le ferment s'inscrit également dans cette optique.

Enfin, dans ce projet, le discours « dominant » est à étudier comme vecteur de diffusion et de réception. Il est un outil dans la transmission de la doxa et de l'idéologie, de la mémoire et du changement. Il (le discours dominant) investit donc des espaces fondamentalement politiques, par essence ou destination. Ses enjeux sont multiples car s'inscrivant dans les

champs politiques, religieux, culturels, sociaux, historiques...

Ces différents questionnements deviennent pertinents si on les associe à une temporalité. Celle choisie dans le projet est circonscrite à deux moments. Le premier est d'ordre historico-politique, il est en rapport avec ce qui est appelé « Printemps arabe » (ou Printemps tunisien), l'année 2011 enclenchant un processus qui a produit, sur le plan régional (Maghreb et Monde arabe), de nouvelles situations politiques et socio-culturelles. En Algérie, la problématique de changement (réformes, rupture, transition,...) étant posée. La seconde borne (2015/2016) est plus d'ordre méthodologique, elle clôturera le travail sur cette période, le projet s'étalant sur trois années.

L'équipe a pour ambition, au final, d'aboutir à des résultants s'articulant autour de ces questionnements :

1. Pourquoi la mémoire est-elle présente dans le paysage politique, médiatique et culturel ?
2. A-t-elle un ancrage sociologique réel dans la société (notamment, dans les catégories de jeunes, objet de l'étude) ?
3. Comment s'exprime-t-elle ?
4. Y'a-t-il une dynamique de changement social ?
5. Quel est le rapport changement social/passé ?
6. Comment la mémoire et le changement social cohabitent-ils dans le contexte actuel (2011-2016) ?
7. Existe-il un discours dominant ?
8. Comment s'exprime-t-il ?
9. Le discours dominant favorise-t-il la mémoire et le changement social ?
10. À quel(s) moment(s) ces deux phénomènes politico-sociaux ont-ils émergé dans le discours dominant ?
11. Comment, dans la pratique, ces deux dynamiques se déploient-ils ?
12. Peut-on parler d'une situation conjoncturelle ou, au contraire, structurelle ?

L'équipe est consciente que ces questionnements restent ambitieux. Aussi, le projet est pensé plus comme une expérience de recherche et de formation, à la fois, (la quasi-totalité de ses membres sont doctorants). L'important est de poursuivre ce travail au CRASC et l'inscrire dans des projets futurs. Par ailleurs, étant donné que l'ossature de l'équipe est constituée d'historiens, la question de la mémoire a été privilégiée.

In fine, le projet a plus permis d'aboutir à des pistes de réflexions qui auront vocation à être valorisée dans le cadre d'une recherche plus aboutie, qu'à des résultats définitifs.

Parmi les pistes à explorer, la mémoire des jeunes. Celle-ci (dans le cadre de cette étude) est fondamentalement associée au moment historique de la Guerre de libération nationale, et notamment au recouvrement de la souveraineté nationale. Cet événement étant perçu

comme une « victoire », non dans le sens où l'occupant français fut battu et obligé de quitter le pays, mais comme référent et modèle, dans une société, qui selon eux, n'a plus été capable, depuis 1962, de rééditer cet « exploit historique ».

Convoquer la Révolution (ethawra), c'est également établir un lien, une jonction avec les jeunes de novembre 1954. Cette affirmation est pertinente dans le sens où ils font un parallèle entre un passé « glorieux » où les jeunes avaient été à l'avant-garde de la société algérienne, et cela contre leurs aînés, et la situation actuelle où, estiment-ils, c'est une gérontocratie qui dirige le pays et les marginalise, d'où un sentiment de « dépossession » d'une « amana », qui, ils en sont convaincus, leur a été, léguée par les moudjahidines du FLN historique, les jeunes.

La mémoire de la guerre de libération permet également d'occulter la décennie du terrorisme, considérée comme une étape négative dans l'histoire du pays. C'est le même constat pour les premières décennies de l'indépendance (socialisme, soutien aux mouvements de libération, dynamique développementiste, ...), période qu'ils connaissent peu et avec qui ils ont une relation complexe, le socialisme, pour beaucoup, étant compris comme une idéologie hostile à la religion.

En ce qui concerne l'articulation mémoire/changement social, l'étude a montré que ces deux objets sont, dans la réalité, dissociés, dans le sens où la convocation du passé est circonscrite à une période précise (Guerre de libération nationale) et non à l'histoire de l'Algérie sur la longue durée. Aussi, l'aspiration au changement est pensée et vécue comme un processus normal dans la vie d'une société. Les réponses à ce sujet mêlent, à la fois, des considérations sociales et économiques et celles relatives à la morale. Les réponses au sujet des domaines où le pays et la société ont changé sont disparates et ne constituent pas un objet cohérent (économie, politique, social, culturel, mimétisme de l'Occident, dissolution des mœurs, sécurité, fin du terrorisme, technologie (Internet), (retour) de la répression, réduction des libertés publiques, chômage de masse, non observance des préceptes religieux, multipartisme, mouvement associatif, explosion de l'immigration, baisse du niveau de vie, développement des loisirs, ...).

Le projet a montré aussi que la religion reste un vecteur majeur expliquant la dynamique de changement (quand elle se réalise). Cette idée doit être, toutefois, nuancée, dans le sens où l'islam bien qu'omniprésent chez les personnes enquêtées, n'est pas toujours associé à la bigoterie ou au conservatisme social. Le changement est plutôt analysé à l'aune de sa finalité, positive ou négative. Cela est constaté notamment chez ceux qui défendent un rôle plus important de la religion (islam) dans la société. Paradoxalement, la mosquée, en tant d'institution de « moralisation » et d' « influence morale », n'est pas reconnue comme

telle. Les résultats obtenus (par les mosquées), que ce soit pour la mémoire (quid de institution qualifiée pour gérer cette question) ou le changement social (l'autorité capable de d'initier et réaliser le changement), sont insignifiants, si on les compare à ceux de l'Etat, par exemple (7,1% et 37,6%) et (6,8% et 21,9%). Cela est confirmé en ce qui concerne le discours « dominant ». Ainsi, c'est la « voix » et l'« aura » de l'Etat (42,2%) qui sont « légitimées » et non celle des mosquées (7,1%). Ces chiffres corroborent les résultats des deux focus-groups, où d'un côté, la religion est omniprésente, et de l'autre, la « demande d'autorité » est réelle, dans la mesure où le changement, pour être efficient, doit être issu d'en « haut », des centres de décisions. Il convient, toutefois, de souligner, c'est un Etat fort et juste qui est encensé et plébiscité et non un régime ou des institutions faibles. D'autres considérations pouvant amener les changements sont cités, telles que la liberté, la conviction, la formation, la rectitude sont indispensables pour penser le changement. Ce sont des pistes présentées, à titre indicatif. Les axes des chercheurs apportent d'autres éléments plus pertinents et détaillés.

Enfin, la mission en Tunisie a permis de de lister une série d'objets à analyser pour un projet futur sur la mémoire (maghrébine) : qui écrit l'histoire dans ce contexte (de Printemps tunisien) ? histoire et nouveaux partis (Nidaâ Tounes, pour exemple), Révolution et postures individualistes (opportunisme), négociations, penser le national et terrorisme, Institutionnalisation du savoir (histoire) : université ou parti(s), figures historiques : Habib Bourguiba, Salah Benyoucef, mais également Abdelaziz Thaâlibi, l'anti bourguibisme (Nahda), société civile forte (mythe ou réalité ?) démocratie, liberté : violence(s) ? Printemps tunisien : parenthèse dans l'histoire tunisienne ? Printemps tunisien: difficultés économiques, terrorisme et jeunesse tunisienne, partis islamistes et tentation terroriste, Tunisie moderne : legs bourguibiste ? Révolution et nouveaux médias, les modernistes laïques, avènement ou retour du régionalisme ? Régions marginalisées, Révolution et corruption, société civile (moderniste) et courants takfiristes.

#### **REPARTITION DES TACHES PAR CHERCHEUR (AXES)**

Statut de l'Algérie de 1947 et redéploiement stratégique des partis nationalistes dans le cadre du Front algérien pour la défense et le respect des libertés (FADRL, 1951)	MOHAND-AMER Amar
الحركة الوطنية وحرب التحرير الوطني (1919-1962): مسارات، شبكات، مجموعات، نشاط وفاعلية المجموعة	MOULAI Halima
المؤتمر الإسلامي الجزائري والشخصيات الفاعلة فيه	DJILALI Houria
الاستقلال الوطني، تفكك جبهة التحرير الوطني وإعادة تشكيلها في صيف 1962	BEDANI Ahmed
نواب فدرالية الشبان الجزائريين لبلدية الجزائر العاصمة وبجاية بين المطالب الاجتماعية والأبعاد الأنثروبولوجية	NEGADI Samira
Réflexions autour des notions d'appartenances et de filiation politiques	AMARA Noureddine

